

3€

regards

AUTO PORTRAIT
ÉLISE LOWY

OBSERVATOIRE
DES INÉGALITÉS
LA PAUPÉRISATION

INVITÉ
RAZMIG KEUCHEYAN

POST-MUNICIPALES
LA GAUCHE
EN DÉROUTE

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°41

p.4 Autoportrait

Élise Lowy

p.6 Dossier

La gauche en déroute

p.24 Isabelle Lorand

**Le Front de gauche
c'est maintenant
ou jamais**

p.26 L'opinion au scalpel

**La paupérisation
des couches populaires
en France**

p.30 Essai

Dire Non, d'Edwy Plénel

p.32 Sur un plateau

**Les éléments de langage
de Najat Vallaud-Belkacem
contre la réalité qui gronde**

p.40 Parti pris

**La crise de la gauche
européenne par
Razmig Keucheyan**

REFONDER L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est en train d'étouffer, parce que les États qui la composent ont décidé de la maintenir, obstinément, sous la double férule du libéralisme et de la « gouvernance », du pouvoir des financiers et de celui des technocrates. Entêtement mortifère...

Il faut bien que, un jour ou l'autre, s'arrête la machine à broyer les êtres et leurs espérances. Bien sûr que ce n'est pas facile. On entend, de-ci de-là, des propos qui suggèrent de laisser tomber. Voilà des années, se dit-il, que l'on essaie d'infléchir la construction européenne. En vain. À quoi bon s'acharner ? Pourquoi ne pas délaisser ces terrains mouvants pour regagner des socles plus familiers et plus solides, et notamment ceux des nations et de leur souveraineté. Sortons de l'euro, sortons de l'Europe et bâtissons autre chose...

Mais a-t-on quelque part, dans un État quel qu'il soit, obtenu une rupture dans l'ordre libéral des choses ? Nulle part. Est-ce pour autant qu'on va renoncer et se replier sur des territoires plus restreints ? Jusqu'où ira-t-on à ce jeu-là ? Jusqu'à quelle microscopique communauté, où nous serons enfin entre nous ?

Non, mieux vaut se dire que la bataille pour l'alternative est par nature une épreuve longue, qu'il n'y a ni lieu privilégié ni lieu tabou pour la mener, du local au supranational. Mieux vaut se dire que la question n'est pas d'éviter telle ou telle institution, mais de la raccorder à la créativité des mouvements populaires. Utilisons la force des États, quand c'est possible, ne craignons pas la conflictualité politique et pacifique dans cette Europe qui vacille, mais ne sous-estimons pas la force potentielle des mouvements critiques européens, de ceux qui, partout en Europe, cherchent une autre voie. Tournons-nous vers eux et construisons avec eux des perspectives continentales enfin humaines.

Le Front de gauche s'est mis en ordre de marche pour les prochaines élections européennes. Pas trop tôt ! Un accord a été entériné sur les grands équilibres des listes. On aurait souhaité davantage de diversité, d'audace, de renouvellement ? Peut-être. Mais il ne faut pas boudier le plaisir de trouver le Front de nouveau rassemblé.

Nous aurons cette fois une figure de proue européenne, pour la présidence du Parlement européen, celle d'Alexis Tsipras (voir le trimestriel de printemps de *Regards*). C'est une belle figure, une image claire et équilibrée de ce que nous voulons. N'hésitons pas à nous engager, avec lui, le plus nombreux possible. ← LA RÉDACTION

AUTO PORTRAIT

Élise Lowy

répond à notre questionnaire de Proust



32 ans



Membre du Bureau exécutif d'EELV
Animatrice du courant La Motion participative



Conseillère régionale

Ma vertu préférée

La sincérité.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Ils sont là pour moi jusque très tard dans la nuit et savent qu'il faut éviter de m'appeler trop tôt le matin.

Mon principal défaut

Une tendance à la procrastination.

Mon occupation préférée

Voyager, ici et là-bas.

Mon rêve de bonheur

Une nuit étoilée partagée dans la Vallée du Lutour.

Ce que je voudrais être

En mesure de consacrer davantage de temps pour l'écriture.

Le pays où je désirerais vivre

Celui où les besoins fondamentaux seraient assurés pour toutes et tous.

Ma couleur préférée

Le bleu-vert de la Baie d'Ha Long.

La fleur que j'aime

L'iris des Pyrénées du cirque de Gavarnie.

Mes auteurs favoris en prose

Aimé Césaire, Primo Levi.

Mes héros dans la fiction

Ceux qui sont à la fois résistants et profondément humains. Et Momo, dans *La Vie devant soi* de Romain Gary.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Les femmes de conviction déterminées et douces. Et Neytiri, Na'vi qui défend la forêt et son peuple face aux colons.

Mes héros dans la vie réelle

Les résistant-e-s des FTP-MOI, Albert Jacquard, Maurice Rajsfus, Nelson Mandela.

Mes héroïnes de l'histoire

Louise Michel, Harriet Tubman, Solitude.

Ce que je déteste par-dessus tout

La lâcheté et le mépris des plus forts envers les plus faibles.

Personnages historiques que je méprise le plus

Les bourreaux et les génocidaires.

La réforme que j'estime le plus

L'abolition de l'esclavage.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Celles que l'on fait sans vouloir blesser.

Ma devise

Ne jamais faire aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse.

Mon état d'esprit actuel

Déterminé



LA GAUCHE EN DÉROUTE

À l'occasion des élections municipales, les Français ont exprimé leur rejet de la politique gouvernementale. Abstention et sanction historique du PS ont dominé ce scrutin. Retour sur la déroute à gauche, la percée du Front national et le nouveau recul du PCF.

Une sanction magistrale, un tsunami électoral : tel est le verdict des urnes municipales. Élection locale s'il en est, le scrutin de mars

dernier a pourtant bel et bien exprimé un mécontentement national. La majorité de Français qui avait permis la victoire de François Hollande il y a à peine deux ans n'est plus au rendez-vous. L'abstention croissante a exprimé le ras-le-bol d'alternances qui ne changent rien.

L'UMP engrange les gains et le FN opère une percée (voir article p. 11) mais c'est à la faveur d'une lourde déception vis-à-vis de la politique gouvernementale. Il y a bien sûr des exceptions et les enjeux municipaux n'ont pas compté pour du beurre, loin s'en faut. Si Paris n'a pas basculé, par exemple, c'est bien que les socialistes et leurs alliés pouvaient compter sur un bilan et un projet plus fédérateur que celui de Nathalie Kosciusko-Morizet, de nature à contenir la contestation gouvernementale. C'est aussi que dans les cœurs de métropoles, à Lyon, à Lille ou à Nantes, les méfaits d'une politique austère et libérale sont ressentis de façon moins

La majorité de Français qui avait permis la victoire de François Hollande n'est plus au rendez-vous.

radicale et immédiatement douloureuse qu'ailleurs. Pour autant, l'essentiel est là : le PS accuse des pertes sèches d'une ampleur mal anticipée par les sondeurs. Fief socialiste depuis un siècle, Limoges symbolise cette déroute historique. Les villes sont tombées les unes après les autres : Reims, Pau, Angers, Caen, Roubaix, Saint-Étienne, Narbonne, Belfort, Aulnay-sous-Bois, Quimper, Tours, Caen, Laval, Brive-la-Gaillarde... et Toulouse !

RUDE SANCTION

À Marseille, c'est l'humiliation. Alors que Jean-Claude Gaudin semblait usé et fragilisé, les Marseillais ont largement réélu le maire UMP. Leur candidat Patrick Menucci est arrivé derrière l'extrême droite de Stéphane Ravier ! Rude. La mairie du 7^e secteur bascule même aux mains du FN. La Bérézina. Le Front de gauche, pourtant rassemblé derrière la candidature de Jean-Marc Coppola, n'obtient que 6 % des suffrages, ce qui n'est pas ridicule mais en net recul par rapport aux 14 % de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. La vague bleue teintée de marine qui a déferlé sur Marseille, la belle, la rebelle, est

douloureuse. Elle exprime la gravité de la situation pour la gauche, l'ampleur du chantier de reconstruction qui l'attend. EELV tire son épingle du jeu, semblant tirer profit de sa participation au gouvernement. Ses pertes sont proportionnellement moins fortes. La victoire à Grenoble du rassemblement autour de son candidat Eric Piolle, soutenu par le Parti de gauche, Ensemble et des forces sociales de la ville, incarne cette dynamique inattendue. Le PCF grenoblois avait fait le choix, comme dans de nombreuses villes, de suivre le PS : il en ressort affaibli. Toujours est-il qu'EELV sauve la mise quand le Front de gauche se voit fragilisé par une stratégie à géométrie variable, liée aux choix à la carte du PCF. Des bastions communistes tombent (voir article p. 13) et le Parti de gauche ne fait pas de démonstration de force quand il se présente, avec Ensemble, sans le PCF. À Paris, la liste de Danielle Simonnet ne franchit pas la barre des 5 %. À Toulouse, Jean-Christophe Sellin, avec 5,1 %, obtient un score inférieur à celui de Myriam Martin pour la LCR six ans plus tôt. Pour autant, le Front de gauche dans sa diversité ne subit pas de revers

aussi fort que le PS et a pu compter sur quelques dynamiques locales porteuses de succès, à Montreuil, Cherbourg ou Sevrans, où le renouvellement a porté ses fruits.

GAUCHE EN CHANTIER

La gauche en charpie appelle un sursaut. Prenant la mesure de la situation, EELV a sonné le tocsin en choisissant par une large majorité de son conseil fédéral de ne pas entrer dans le gouvernement de Manuel Valls. Le président de la République, lui, n'a pas décidé d'entendre les Français. Une phrase résume à elle seule le niveau de surdité. Dans son allocution d'après municipales, François Hollande a expliqué qu'il ne changerait pas de cap. La nomination de Manuel Valls dans la foulée a sonné comme une provocation pour de nombreux militants et sympathisants de gauche. Le discours de politique générale du Premier ministre à l'Assemblée nationale pour obtenir la confiance a fini de parfaire le choix socialiste : aucune réorientation n'est de saison, l'accélération des recettes libérales est sur les rails. Dans le discours de Valls, la quête de « compétitivité » a pris la place du combat contre les inégalités. Le fond politique a collé aux dogmes libéraux et aux ronrons d'une V^e République à bout de souffle (voir article de Clémentine Autain sur www.regards.fr). L'ennemi numéro 1, c'est désormais le « coût du travail ». Les baisses de cotisations et la réduction des déficits publics deviennent l'alpha et l'oméga de la feuille de route

gouvernementale. Or cette politique des effets connus : récession, creusement des inégalités et, en bout de course, renforcement des déficits publics. Misère. Et pourtant... Manuel Valls a obtenu une large majorité. Seuls les députés du Front de gauche ont voté contre la confiance à ce nouveau gouvernement. Parmi les députés socialistes, seuls 11 sur 291 députés se sont abstenus, parmi lesquels Henri Emmanuelli, Jérôme Guedj ou Pascal Cherki. En dépit du vote fédéral d'EELV de défiance à l'égard du gouvernement, les députés écolos ont également voté dans leur majorité la confiance à Manuel Valls. EELV se situe sur une ligne d'équilibriste. Si le mouvement a opté pour une non-participation gouvernementale, le ton est peu amène vis-à-vis du Front de gauche et la secrétaire nationale, Emmanuelle Cosse, répète sur toutes les ondes qu'EELV fait partie de la majorité présidentielle. Après les européennes, EELV entrera-t-il au gouvernement ? Quelles alliances choisira-t-il pour les élections à venir ? Difficile de le prédire, même si les déclarations de Cécile Duflot et d'autres leaders d'EELV n'augurent pas pour l'instant d'un changement d'alliance au profit du Front de gauche.

Même si les alliances entre partis existants produisent des effets politiques, il faut bien mesurer que le sursaut nécessaire face à la profondeur de la crise de défiance et au désenchantement de la gauche implique une refondation substantielle. Pour réussir demain, il faut admettre que c'est le chantier. ● CLÉMENTINE AUTAIN

Le Front National après les élections municipales

**D'un point de vue comptable, le FN
n'est pas la troisième force politique du
pays à l'issue de ces municipales.
Mais la dynamique est de son côté.**

Avec onze mairies de plus de 9000 habitants, l'emprise municipale du parti de Marine Le Pen demeure faible. Le ministère de l'intérieur estime à 1379, le nombre total de conseillers FN élus à ces élections. L'implantation de l'extrême droite est donc très inférieure non seulement à celle de l'UMP et du PS, mais aussi à celle de l'UDI ou du Front de gauche. Pourtant, s'il ne faut pas survaloriser les résultats de l'extrême droite, nier la portée de la progression frontiste serait une lourde erreur.

La comparaison avec les élections de 1995 a souvent été avancée pour minorer la portée des succès enregistrés par l'extrême droite : cette année-là, le FN avait conquis trois villes, Toulon,

Orange et Marignane. Selon cette analyse, après une longue crise liée à la scission mégrétiste de 1998, l'extrême droite retrouverait son étiage antérieur : une situation détestable, certes, mais quasi attendue. Or ce parallèle fait l'impasse sur l'évolution substantielle qu'a connue le FN avec le passage de témoin entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine. Les villes emportées en 1995 étaient solidement ancrées à droite, la situation est toute autre aujourd'hui : Hayange, Béziers, Hénin-Beaumont ou le septième secteur de Marseille (13^e et 14^e arrondissements) ont eu un très long ancrage à gauche. Dimanche 30 mars, l'ampleur de la déroute à peine connue, la première exigence de

Marine Le Pen a été de demander le retrait du pacte de responsabilité.

Par excellence, les élections municipales traduisent l'ancrage territorial, la capacité à influencer le maillage social, associatif et sportif d'une commune. Cette réalité confère un avantage certain aux maires sortants qui bénéficient de l'appareil administratif de la ville, et concourt à une certaine inertie politique. Ce qui importe donc, c'est d'apprécier la dynamique à l'œuvre, et qui pourrait nier que celle du FN est à l'expansion ? Une force politiquement dynamique est celle dont le discours donne du sens à une réalité sociale qui inquiète, qui est compliquée et que l'on a du mal à comprendre avec les repères anciens. Le FN « relooké » a cette caractéristique.

Scrutin de listes, les élections municipales sont des élections difficiles pour le Front national, en particulier dans les villes moyennes où il lui est souvent difficile de réunir le nombre de candidats nécessaires. Cette réalité est le signe que la fameuse « dédramatisation » n'est pas arrivée à son terme. Mais en retour, cette absence de listes FN masque le poids réel de ce parti dans la situation

politique française. D'un strict point de vue comptable, le FN n'est pas la troisième force politique du pays à l'issue de ces élections. Pour autant, ce simple constat ne saurait rassurer. Marine Le Pen est arrivée en troisième position lors de l'élection présidentielle et qui pourrait douter que lors des prochaines élections européennes les listes frontistes ne seront pas au moins troisièmes, voire pire ?

La lutte implacable contre l'extrême droite ne peut aujourd'hui ressembler à celle des années 1980 ou 1990. Si le FN demeure un parti d'extrême droite, son orientation n'est plus assimilable aux orphelins de l'Algérie française, aux petits commerçants poujadistes ou à l'expression d'une droite catholique intégriste. Les organisations qui se situent à la gauche du gouvernement Hollande, n'ont pas grand-chose pour faire rêver, si ce n'est d'évoquer « les jours heureux » du passé. Bien plus qu'au charme des images couleur sépia, c'est à un nouveau projet émancipateur qu'il faut s'atteler. Encore faut-il être convaincu qu'il reste à construire.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

Nouveau recul du PCF

L'influence municipale du Parti communiste s'affaïsse, davantage que lors des deux élections précédentes. Roger Martelli en a présenté l'analyse lors d'une séance du Cevipof consacrée à la Seine-Saint-Denis, le 8 avril dernier.

I Quelques mots sur le contexte national pour le PCF. En 2008, les villes de plus de 3500 habitants représentaient à peu près un quart du nombre des mairies et 85 % de la population administrées par un maire communiste ou « apparenté ». Entre 2008 et 2014, dans cette tranche de communes, le PCF a perdu un quart de ses mairies et 580 000 habitants. Cette perte est, avec celle de 1989, la plus forte enregistrée depuis 1977, qui avait marqué l'apogée du « communisme municipal ». Que la droite gagne ou perde, que le PS gagne ou perde, le PCF recule continûment depuis trente ans. Il le fait plus ou moins. Le reflux s'était atténué en 2001 et surtout en 2008 ; il s'est à nouveau accentué en 2014. L'affaïssement des villes communistes s'ajoutera au recul des listes d'union de la gauche dirigée par le PS : au total, il y aura net-

tement moins d'élus municipaux et d'adjoints communistes qu'en 2008 (entre 6 000 et 10 000 selon les estimations). L'année 2014 est donc un mauvais cru pour le PCF.

2 Une population administrée de 8,6 millions en 1977 (16 % de la population française), de 3,4 % en 2008 (un peu plus de 5 %), autour de 2,5 millions en 2014... L'espace communiste local n'a pas disparu. Mais en se rétractant, il est devenu un peu plus un « archipel ». Le PCF enregistre des déficits de mairie dans une large majorité des départements et ne progresse que dans le Puy-de-Dôme (seul département où le PCF dirige plus de mairies qu'il y a trente ans). Il disparaît de l'espace urbain dans 10 départements supplémentaires où il fut très implanté, comme le Morbihan ou la Nièvre.

La hiérarchie de l'influence n'a guère changé : la moitié des villes de plus de 3500 habitants se regroupe dans sept départements, avec en tête le bloc du Nord et du Pas-de-Calais. Mais en population administrée, la Seine-Saint-Denis a été supplantée par le Val-de-Marne. Six départements concentrent la moitié des pertes d'influence, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Nord et le Morbihan.

Il est à noter que dans le Nord et l'Ouest un nombre non négligeable de villes est perdu au profit du PS ou de « divers gauche ». Comme si, dans des zones de gauche traditionnelle, où la concurrence n'a jamais cessé entre les héritiers de la vieille maison, le socialisme avait réussi à compenser en partie, sur le dos des communistes, la débâcle enregistrée par ailleurs.

3 Quelle est la situation en Ile-de-France ? Au maximum de son influence, en 1977, le PCF était à la tête de 147 municipalités et administrait un tiers de la population francilienne. Aujourd'hui, il n'administre plus que 37 communes (un quart du contingent de 1977) pour à peine plus de 10 % de population régionale. Par rapport à 2008, le recul du nombre de mairies est d'un quart, soit le troisième plus fort décrochage après 2001 et surtout 1983. Cette année-là, alors que le PC maintenait globalement son nombre de mairies à l'échelle métropolitaine, il amorçait un recul sensible dans les zones

très urbanisées, et notamment en Ile-de-France. L'indice d'évolution entre 1977 et 1983 était de 73 (- 27 %) ; celui de 2008-2014 est à peine plus élevé (75) ; en revanche, il est beaucoup plus faible que celui qui séparait 2001 et 2008 (92, soit une perte de 8 %).

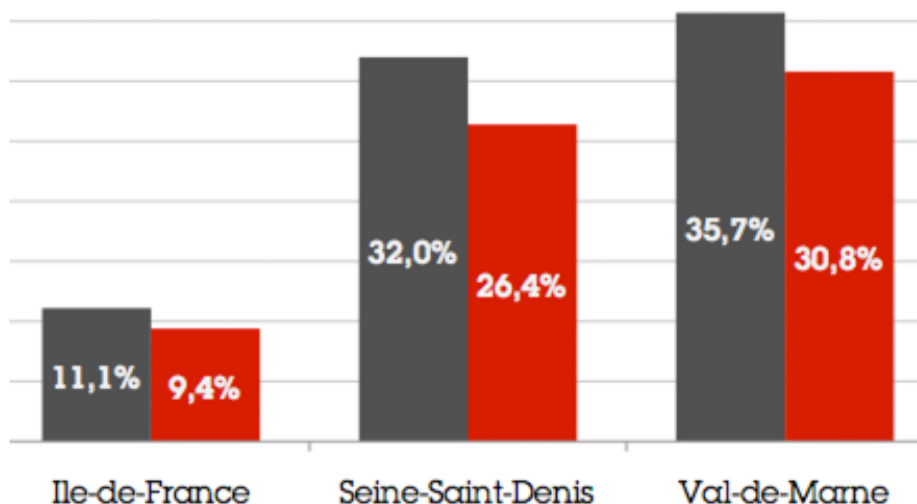
Le scrutin des 23 et 30 mars a ainsi accentué la dynamique négative portée par la quatrième phase du communisme francilien.

On sait que le terme de « banlieue rouge » naît vers le milieu des années vingt, avec la toute première phase d'installation de mairies communistes en banlieue (16 mairies en 1925). Le mot apparaît ainsi alors même que la réalité qu'il désigne ne s'est pas affirmée.

La seconde étape est celle de la mise en place des « bastions » : 56 municipalités communistes en Seine et Seine-et-Oise en 1936 ; 145 à la Libération (mais 79 en 1965). Dans cette première étape, l'expansion communiste fait corps avec l'extension du groupe ouvrier et avec l'émergence de l'État-providence, dont il tire pragmatiquement profit, en même temps qu'il cultive le mythe révolutionnaire et le modèle soviétique stalinien.

Le troisième temps correspond aux années 1960-1970, avec les débuts de la grande phase d'urbanisation accélérée, l'explosion de la petite couronne et l'essor rapide de la grande. Le PC utilise alors son expérience antérieure et l'élan de l'union de la gauche pour conforter son espace communal. L'apogée est atteint en 1977 (147, autant qu'à la Libération).

Population administrée par un maire communiste ou apparenté (en pourcentage) 2008 2014



La quatrième étape est celle que j'ai décrite plus haut. Le traumatisme de 1983 est en fait annonciateur du recul structurel de l'influence communiste, à tous les types d'élection, selon des rythmes plus ou moins élevés.

4 J'en viens à la Seine-Saint-Denis. Inutile de revenir sur la description. Elle se résume en une phrase : en 1977, le PCF administrait 27 villes et près de 80 % de la population départementale ; en 2014, les chiffres sont respectivement de 7 et 26,4 %. Je vais m'essayer seulement à quelques premières pistes d'interprétation. Je partirai de l'évolution des deux cartes des couleurs politiques des communes

en 2008 et 2014, avec le constat spectaculaire de l'immense tache bleue homogène qui occupe désormais la moitié du département. Elle n'est, en première analyse, qu'une illustration territoriale d'un phénomène global. La situation de 2014 est exactement à l'inverse de celle de 1971 : le PCF avait alors 22 mairies, la droite en avait 12 et le PS 6 ; aujourd'hui la droite en a 21, le bloc PS-VEC-DVG en a 12 et le PCF 7. Arithmétiquement, la centralité communale est passée à droite.

Mais pourquoi le centre géographique ? Revenons sur la carte de 2014 : où se trouvent les zones roses et rouges ? À proximité des trois grands pôles de développement du département : Plaine de

France au sud-ouest, Roissy au nord-est et Marne-la-Vallée au sud-est. La cartographie traditionnelle du développement place les pôles moteurs au centre géographique; en Seine-Saint-Denis, c'est le contraire. Le centre est isolé et déstructuré. C'est là que se cumulent les carences ressenties de l'aménagement global du département. Dans cet espace de petite couronne défavorisée, l'urgence du social a pour une part placé au second plan l'effort de redynamisation globale du territoire. Revers de la médaille: l'hégémonie écrasante du PC dans les institutions territoriales lui a fait totalement porter le chapeau de ce déséquilibre, là où le sentiment de n'être pas soutenu est le plus fort. Le handicap est d'autant plus grand que le PS a fortement travaillé à charger négativement l'image du parti qu'il entendait délégitimer, pour en mieux capter l'héritage. Sauf que... Mais on y reviendra plus tard.

Continuons à partir de la carte. Qu'est-ce que la Seine-Saint-Denis? Un département au départ relativement homogène territorialement (la banlieue), sociologiquement (l'espace ouvrier de la seconde révolution industrielle) et politiquement (le « bantoustan rouge » concocté par les architectes du redécoupage francilien). Depuis, le patrimoine municipal du communisme se trouve écartelé et fragilisé: entre les communes à forte poussée des couches intermédiaires mais à vastes plages de pauvreté (Montreuil, Saint-Ouen, Bagnolet), les villes pauvres

à appauvrissement accentué (La Courneuve, Bobigny, Villetaneuse, Aubervilliers, Pierrefitte...) et la ville adossée à un pôle (Tremblay), les écarts se creusent et rendent plus complexes la définition de modèles alternatifs cohérents de maîtrise territoriale. Crise de l'État-providence et délitement des sociabilités populaires anciennes se combinent alors pour fragiliser l'impact territorial du communisme banlieusard.

L'instabilité de l'influence communiste est inscrite dès le début des années 1980. En fait, paradoxalement, le signal d'alarme est, à mes yeux, moins dans l'élection de 1983 que dans celle de 1989. Souvenons-nous: cette élection est celle qui marque, au plan national, le premier grand seuil abstentionniste. Entre 1983 et 1989, l'abstention de premier tour gagne près de six points sur le plan national. Dans la moitié des villes communistes de plus de 30 000 habitants, elle s'élève au-dessus de 40 %; elle est entre 45 et 50 % à Aubervilliers, Saint-Denis, Bobigny. Si l'on additionne les comportements pouvant alors être tenus pour « hors système », l'abstention, les votes blancs, les écologistes, les votes FN et les « divers », de droite comme de gauche, on atteint souvent, en 1989, les deux tiers du corps électoral dans nombre de mairies à direction communiste.

Étudiant alors le vote communiste, j'y voyais une source de fragilité, alors même que certains scores locaux apparaissaient

« soviétiques ». Dans un contexte de désarroi politique, où une majorité du corps électoral ne se reconnaît pas dans l'institution (or le PCF de ces villes, surtout en Seine-Saint-Denis, « est » l'institution), un déplacement même faible des voix peut faire basculer des majorités, même là où cela semble improbable, même dans les inexpugnables « bastions ». En 1989, d'ailleurs, le PCF avait expérimenté le phénomène dans deux villes de communisme « identitaire », Alès et Bègles, où des majorités hétéroclites dirigées contre les maires communistes avaient précipité leur défaite (au profit de Noël Mamère à Bègles et du PS à Alès). Ce modèle s'est étendu par la suite, sans que les directions communistes en aient pleinement conscience.

Le PCF en Seine-Saint-Denis a été frappé de plein fouet par ce phénomène. Dans les années 1980, c'est la droite qui en profite, dopée par son néolibéralisme et par ses « quadras », qui partent à la conquête de la citadelle que le gaullisme des débuts n'avait pu écorner. Puis, quand la vague néolibérale s'essouffle (fin des années 1990), c'est le socialisme qui prend la relève, assuré que le moment est venu de mettre fin à « l'exception » et de ramener le communisme départemental vers ses faibles niveaux nationaux. Enfin, le socialisme lui-même empêtré, c'est à nouveau la droite qui reprend l'offensive au centre, à partir du trésor de guerre drancéen. En 2014, c'est elle qui tire les marrons du feu.

**L'instabilité
de l'influence
communiste est
inscrite dès le début
des années 1980.**

5 Je ne vais pas plus loin. Y avait-il une fatalité à ces évolutions négatives pour le PCF ? Sans doute peut-on être frappé par la rapidité de la marginalisation, dans certaines villes qui furent des symboles du communisme banlieusard. Drancy et Pantin sont perdues en 2011 ; treize ans plus tard le Front de gauche n'y recueille plus que 11 % et 13 % des suffrages exprimés. Mais toutes les villes ne sont pas dans la même situation, comme le suggèrent les cas de Sevran et de Romainville.

Fatalité du recul ? Ce n'est pas à moi d'y répondre ici, même si j'ai par ailleurs la conviction que la fatalité n'existe pas. Elle est ce que les hommes font ou ne font pas pour la conjurer. Il reste que le cas de la Seine-Saint-Denis illustre qu'est défunte une certaine conception de la « banlieue rouge », voire du « communisme municipal ». Dans une séance précédente, je citais une expression d'Annie Fourcaut qui écrivait que la banlieue rouge était la conjonction d'une représentation municipale d'avant-garde, d'une classe organisée autour d'un projet et d'une communauté périphérique. Sous les formes qui furent celle du xx^e siècle en expansion, cette trilogie n'existe plus. Il y a donc toujours

Il manque quelque chose, dans l'espace municipal contemporain, qui reprenne à frais nouveaux cette tradition populaire locale originale.

des communistes, individuellement ou collectivement, des municipalités à direction communistes, des bribes plus ou moins solides de culture communiste. Mais il n'y a plus de « communisme municipal » à proprement parler. La direction communiste a toujours renâclé devant ce terme, qu'elle jugeait restrictif. Elle oubliait que le mot pouvait désigner un temps où la pratique municipale communiste tranchait suffisamment pour charger positivement l'image du communisme politique lui-même.

On peut penser qu'il manque quelque chose, dans l'espace municipal contemporain, qui reprenne à frais nouveaux cette tradition populaire locale originale. Reste à savoir qui, et sous quelle forme, peut assumer cette translation. À la gauche de la gauche, le PCF est toujours là. Il n'est plus le seul. ● ROGER MARTELLI

Les maires communistes et "apparentés" de 1983 à 2008

Année	Maires communistes		Maires "apparentés"		Total maires communistes et "apparentés"		
	Nombre	Population administrée	Nombre	Population administrée	Nombre	Population administrée	% de la population métropolitaine
1977					1 464	8 604 640	16,7%
1983	1 278	6 937 989	182	119 034	1 460	7 057 023	13,0%
1989	975	5 246 783	120	115 327	1 095	5 362 110	9,9%
1995	755	4 394 090	117	192 123	872	4 586 213	8,1%
2001	657	3 359 504	129	192 160	786	3 551 664	6,1%
2008	558	2 946 602	164	296 353	722	3 242 955	5,5%

Évolution d'une élection à l'autre (indices)

Année	Maires communistes		Maires "apparentés"		Total maires communistes et "apparentés"		
	Nombre	Population administrée	Nombre	Population administrée	Nombre	Population administrée	% de la population métropolitaine
1983-1989	76	76	66	97	75	76	76
1989-1995	77	84	98	167	80	86	82
1995-2001	87	76	110	100	90	77	75
2001-2008	85	88	127	154	92	91	91



Isabelle Lorand

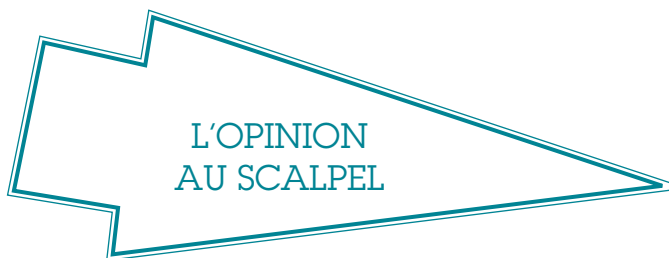
Le Front de gauche, c'est maintenant ou jamais

Les élections municipales marquent une nouvelle phase de la crise de la politique. Car, ce que d'aucuns qualifient de vague bleue, n'est en fait qu'un trompe-l'œil. Les nombreuses victoires électorales de la droite sont plus la résultante d'une abstention massive à gauche, que l'adhésion soudaine aux thèses de la sarko-land. Avec sa cote d'amour en berne, l'autre Président des riches engendre désespoir et dégoût de la politique. Quand le peuple déserte les urnes, le pire devient possible. Alors comment dire combien il est rageant que le Front de gauche n'ait pas su être la lueur de vie dans ce champ de ruines. Pourquoi n'avons-nous pas su faire fructifier, ni même préserver la formidable dynamique de 2012 ? La question est devant nous. J'écrivais en février dans cette chronique *« nos chamailleries, pour des raisons qui semblent bien futiles au regard d'une société qui va chaque jour*

plus mal finira par générer du désamour parmi ceux-là mêmes qui ont louangé le FdG ». Réduit à un cartel d'organisations, le FdG peine à ne pas se laisser enfermer dans des pratiques politiques totalement absconses.

Le mouvement populaire de 2012 a amplement reposé sur ceux que l'on appelle « les citoyens » et que je préfère nommer « apartides »¹. Permettre à cette force vive du Front de gauche d'être engagée à plein-temps et à durée indéterminée appelle un effort de créativité. D'autres pistes pour sortir de l'impasse du cartel doivent être explorées : les intellectuels, les syndicalistes, les revues... Je le dis franchement, si on ne vitamine pas le FdG, la recomposition rêvée par Valls autrement dit le congrès d'Épinay à l'envers sera synonyme d'effacement de la gauche de transformation. Alors stop les conneries. Maintenant soyons l'oxygène sans lequel l'espoir suffoque. ●

1. Militants politiques pour qui la forme parti ne convient pas.



La paupérisation des couches populaires en France

L'Observatoire des inégalités a réalisé une étude sur l'évolution du niveau de vie. Ses conclusions sont édifiantes: les riches sont plus riches et les pauvres... plus pauvres.

La crise bancaire des subprimes à l'automne 2008 a entraîné l'explosion de la dette publique des États pour sauver le système bancaire. Un peu partout en Europe, des politiques d'austérité et d'ajustements structurels ont été mises en place. Le résultat est désormais bien connu, la compression des dépenses publiques a généré récession et aggravation du chômage avec pour seule conséquence une accentuation des politiques d'austérité. La boucle est bouclée.

Les ravages sur le niveau de vie des populations dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne sont particulièrement impressionnants, mais la France n'est pas épargnée, loin de là. Le graphique ci-contre a été construit à partir d'une étude de l'Observatoire des inégalités. Il retrace l'évolution du niveau de vie moyen annuel sur la période 2008-2011 par décile. Ce niveau de vie est calculé après impôts et prestations sociales pour une personne seule.

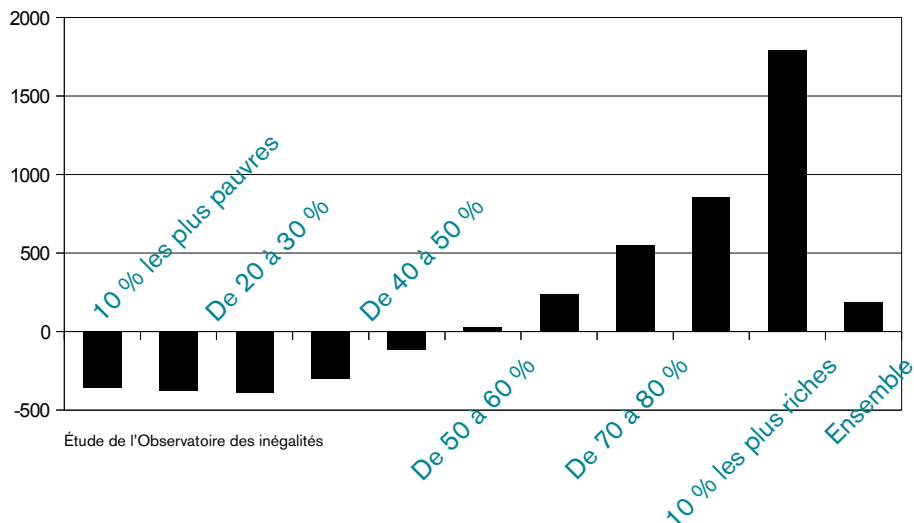
Sur ces trois années, toutes les tranches de la moitié de la population la plus pauvre ont vu leur niveau de vie diminuer. À l'inverse, le niveau de vie de la moitié la plus riche a, lui, augmenté sur la même période. Les politiques menées depuis le début de la crise de 2008 ont donc un effet de redistribution des richesses inversé : des plus pauvres aux plus riches. Les classes moyennes qui s'inscrivent

dans les tranches de 40 % à 70 %, soit de 18 000 à 24 000 euros de niveau de vie pour une personne seule, ont vu celui-ci stagner. En revanche, les couches populaires ont, elles, nettement décroché. Les 10 % les plus pauvres ont perdu 360 euros sur un niveau de vie moyen de 8 020 euros (soit 668 euros par moi), soit une perte de 4,3 %. Dans le même temps, les 10 % les plus aisés ont enregistré un gain de 1 795 euros et disposent désormais d'un niveau de vie de 57 645 euros. Devant une telle situation, les cris d'orfraie sur le matraquage fiscal ne signifient rien d'autre que le refus de contribuer à la solidarité nationale.

La situation sociale française n'est donc pas simplement marquée par une envolée des inégalités. Celle-ci est attestée de longue date et portée par la forte progression des hauts revenus. La nouveauté, c'est que non seulement les riches sont toujours plus riches mais qu'en plus les ménages les plus modestes s'appauvrissent. Une paupérisation qui n'est plus relative mais absolue ! L'étude porte sur la période 2008-2011 mais le phénomène a perduré et s'est accentué depuis. La forte progression du chômage, l'augmentation de la TVA ont renforcé cet effet de ciseaux entre le niveau de vie des plus riches et celui des plus modestes.

La dégradation de la situation est telle

Évolution du niveau de vie annuel 2008-2011 en euros



qu'une part significative des sans domicile fixe est désormais titulaire d'un emploi en CDI. Cette réalité stupéfiante figure dans une étude publiée par l'Insee le 8 avril. Cette dernière indique qu'un quart des SDF travaille régulièrement et que 40 % de ceux-ci sont en CDI. Les deux tiers sont salariés dans une entreprise ou chez des particuliers, 8 % dans la fonction publique. Avec des revenus généralement inférieurs à 900 euros, ceux-ci n'ont que très peu de chance de retrouver un logement.

Les récentes déclarations de Pascal Lamy ou Hubert Védrine appelant à la mise en place de petits boulots payés en dessous du SMIC sont donc d'une

rare indécence. Ces deux responsables socialistes incarnent parfaitement l'ampleur de la coupure qui existe désormais entre le Parti socialiste et les couches populaires: sourds aux souffrances, à l'absence de perspectives du plus grand nombre mais toujours prêts à contenter les exigences du Medef sur le « coût » du travail. Notons tout de même que les restrictions sur les rémunérations ne s'appliquent pas à tous. En 2013, [selon Les Échos](#), les salaires des principaux banquiers ont connu une forte hausse: +38,8 % pour le patron du Crédit Agricole, +14,8 % pour celui de Natixis...

Vraiment, on vit une époque formidable.

● GUILLAUME LIÉGARD

ON SIGNALE



Dire non, de Edwy Plénel, éd. Don Quichotte
€

POUR INVENTER UN OUI

Edwy Plénel appelle au sursaut. C'est à l'ombre de la disparition de son père, Alain Plénel, que le fondateur de *Médiapart* vient d'écrire un essai alerte pour « dire non ». Méconnu en France mais commémoré en Martinique, le père du journaliste avait été démis de ses fonctions d'inspecteur d'académie qu'il exerçait dans l'un des départements des Caraïbes. Des émeutes provoquées en 1959 par un incident raciste avaient causé la mort de trois jeunes. Alain Plénel avait alors proposé qu'une école porte le nom de l'un d'eux. Son allocution lui coûta sa carrière de fonctionnaire. C'est au nom des idéaux républicains et de son combat contre la xénophobie et le colonialisme qu'il « *commit ce crime* ». Ce « non » de conviction inspire Edwy Plénel dans ce moment trouble de notre histoire, où « *les monstres* » reviennent. Un épais brouillard voile l'espérance. Face aux surenchères sécuritaires et xénophobes, Edwy Plénel plaide pour des

réponses radicalement démocratiques et sociales.

« *Tous, au bout du compte, n'auront fait que le lit de la droite et la ruine de la gauche* » : le réquisitoire d'Edwy Plénel contre la gauche de gouvernement est sans appel. La cohérence personnelle de François Hollande est celle « *d'un libéral en économie qui croit aux vertus du marché* ». Une élite gestionnaire a pris les rênes avec le sentiment de savoir mieux que le peuple. Cette logique façonne toute l'action gouvernementale. En effet, « *que pèsent, à la vérité, la hauteur poétique de la ministre de la Justice, le volontarisme social du ministre du Redressement productif et l'exigence intellectuelle du ministre de l'Éducation face à des choix économiques, sociaux, sécuritaires, voire internationaux, qui ne marquent pas de différence évidente avec une politique de droite modérée ?* » Un peu prémonitoire, Plénel rappelle que Manuel Valls a obtenu 5,63 % des suffrages dans la primaire socialiste : « *La France n'a pas voté pour Manuel Valls* » Car ce n'est pas à son camp que Valls a donné des gages mais au camp adverse : « *Il en épouse non seulement les refrains idéologiques, mais aussi les hiérarchies sociales et les pratiques culturelles.* » Plénel résume ainsi la gravité de l'échec gouvernemental : « *Un abîme est devant nous, où nous entraîne une politique sans hauteur qui, depuis mai 2012, n'a*

« Un abîme est devant nous, où nous entraîne une politique sans hauteur qui, depuis mai 2012, n'a cessé de plier devant les obstacles [...] »

cessé de plier devant les obstacles – européens, financiers, institutionnels. » Il déplore tout particulièrement les renoncements socialistes à changer les institutions, « *du pouvoir et de son exercice, de la démocratie et de sa vitalité.* » Son appel vise « *tout simplement* » à « *remettre la politique au poste de commande. La politique comme invention permanente, volonté collective et bien commun.* » « *Le non que nous leur imposons n'est pas de simple indignation mais d'invention [...]. Un non de création. Dire non pour inventer notre oui* », conclut le journaliste. Appelant à fabriquer un imaginaire archipélique, tel que prôné par Édouard Glissant, une politique des humanités, Edwy Plénel prévient avec raison que nous sommes au pied du mur : « *Inventer ou renoncer, oser ou reculer.* » Message reçu.

● CLÉMENTINE AUTAIN



Par Raymond Macherel
**Les éléments de
langage de Najat
Vallaud-Belkacem
contre la réalité
qui gronde**

**“RTL Soir”, interview de Marc-Olivier Fogiel,
RTL, 30 mars 2014.**

Comment dire ? » C'est François Hollande qui ose cet effet rhétorique le 31 mars dernier, au moment de prononcer la phrase censée traduire l'onde de choc :

« Ce sera une équipe resserrée, cohérente et soudée. Comment dire ? Un gouvernement de combat. » Si elle n'est pas nouvelle, la formule est glaçante. Parce qu'elle met la perspective de la guerre à nos oreilles. Mais surtout parce qu'elle exhibe sans scrupule, face caméra et la voix grave, son artifice de communication. Hollande feint de chercher les mots que d'autres ont écrits pour lui. Les mots qui défilent sur le prompteur du plateau de l'Élysée. Les mots qu'il avance pour répondre à la foudre des municipales. Le « gouvernement de combat », c'est le bouclier dérisoire que le Président se donne pour gagner un peu de temps et de terrain face à la force du fait électoral. Comment dire ? Une sorte de fusée de détresse derrière l'illusion de la réponse martiale.

UN BON PETIT SOLDAT

Nous sommes entrés depuis quelque temps sous le règne des éléments de langage. C'est la langue calibrée des puissants. Elle se déploie en tirs groupés sur les plateaux. On raillait naguère, en la qualifiant de brejnevienne, ce genre de prise de parole déconnectée et creuse. La fameuse langue de bois elle-même, et ses circonlocutions vides de sens, paraît

ringarde. Car les ministres suivent désormais les manuels des forcenés du marketing. Ils calquent la communication de crise des états-majors militaires. Le flux de l'actualité commande. Il faut occuper l'espace médiatique et donner à chaque micro qui se tend sa petite salve fumi-gène. Chaque camp a ses artificiers de l'ombre qui produisent les phrases de circonstance, les formules à répéter en boucle, les mots paravents.

On dit que le gouvernement Ayrault a été remercié parce qu'il ne communiquait pas assez bien. Avec Manuel Valls comme Premier ministre, François Hollande gonfle dangereusement la bulle communicative. Le cap reste le même, celui de l'austérité butée et du « pacte de responsabilité ». À Valls est assignée la mission d'aller « *plus vite, plus loin, plus fort* », pour tenir ce cap coûte que coûte. « *Vérité, efficacité, confiance* », voilà les éléments de langage du discours de politique générale prononcé le 8 avril devant les députés. Et pourtant, dans ce même discours, Valls a cet aveu étrange : « *Beaucoup de nos compatriotes n'y croient plus. Ils ne nous entendent plus. La parole publique est devenue une langue morte.* »

De ce point de vue, Najat Vallaud-Belkacem est un bon petit soldat. Elle fut porte-parole du candidat Hollande puis du gouvernement pendant 22 mois. Mais au contraire des grands requins communicants, elle a toujours officié avec une sorte de maladresse désarmante. « *Pas forcément toujours à l'aise, pas*

forcément toujours aussi loquace que [les journalistes] l'auraient souhaité », confiait-elle d'ailleurs lors du passage de témoin à son successeur. On la sentait un peu coincée par le rôle. Les boucles de ses formules souvent au bord du vide. Et masquant constamment sa gêne par de grands sourires.

MESSAGE REÇU ?

Au soir des municipales, Najat Vallaud-Belkacem a dû monter au front. Comment dire, ou plutôt comment traduire, le vote des électeurs ? Pour l'ensemble des ténors socialistes, l'opération a consisté à transformer le vote en un message, puis à faire parler ce message selon la ligne définie d'avance. Le 24 avril, au lendemain du premier tour, voilà ce qu'affirme l'encore porte-parole du gouvernement au micro de BFM-TV : « *Il y a un message qui nous a été adressé incontestablement, et on l'entend ce message. Et on entend notamment le désir des électeurs français d'avoir davantage encore de justice sociale dans le redressement que nous sommes en train d'opérer. Ce message est entendu. Voilà.* » Les redondances ne lui font pas peur.

Une semaine plus tard, le désaveu des urnes est confirmé, accentué. Au soir du second tour, Najat Vallaud-Belkacem se trouve notamment au micro de RTL Soir. Elle y est interrogée à distance par Marc-Olivier Fogiel et quelques autres journalistes. La séquence paraît filmée dans un car-régie. Et pendant près de 8 minutes, la porte-parole va resservir les mêmes

Les ténors socialistes ont transformé le vote en un message, puis ont fait parler ce message selon une ligne définie d'avance.

éléments congelés : « *C'est un message qui nous est envoyé par les Français. Qui doit être entendu. Nous l'entendons et nous en tirerons les conséquences.* » Elle ajoute : « *Il nous faudra notamment répondre à la demande de justice sociale qui s'est manifestée...* »

L'objection de Marc-Olivier Fogiel vient percer le très léger blindage : « *On ne comprend pas bien. Je ne vois pas comment vous allez entendre ce message sans changer de politique ?* » Réponse de Najat Vallaud-Belkacem : « *Les résultats ne sont pas là, eh bien il faut aller plus vite, plus fort. Et en même temps il faut entendre la demande qui s'est exprimée dans ces municipales. Les plus précaires nous ont adressé un message simple qui est "protégez-nous davantage".* » Les journalistes de RTL cherchent un élément d'autocritique. La pauvreté de l'analyse se donne sans

« [Les électeurs] ne mettent pas en question la politique en elle-même, mais les effets [...] de cette politique sur leur vie quotidienne »

Najat Vallaud-Belkacem

fard. Ce qui compte c'est de marteler le « message » : « *Nous celui que nous regardons bien en face et auquel nous avons envie de répondre, c'est celui qui consiste à demander à ce gouvernement davantage de justice sociale dans le redressement qu'il est en train d'opérer.* » Et la traduction du vote exprimé, comme de l'abstention, ne craint pas de confiner à l'absurde : « [Les électeurs] ne mettent pas en question la politique en elle-même, mais ils mettent en question les effets qu'ils craignent de cette politique sur leur vie quotidienne. » La conclusion est sans surprise : « *Les messages sont entendus.* » Tant de puissance herméneutique impressionne. À écouter Najat Vallaud-Belkacem l'on finit par se demander qui porte qui dans la fonction de porte-parole.

Le pouvoir ne sait plus comment fuir la réalité qui gronde. Sa

communication « de combat », associée à une politique obtuse, s'enfoncé dans le déni. Lorsqu'on mène obstinément la guerre aux faits, on ne peut prétendre en même temps « renouer le dialogue ». L'écrivain et éditeur Éric Hazan a des phrases qui décrivent assez bien le moment historique que nous vivons : « *Du sommet de l'État au dernier des directeurs de marketing, chacun sait que sa place dépend du maintien de la guerre civile sur le territoire français au stade de la drôle de guerre. Que la LQR [Langue de la V^e République] devienne soudain inaudible, et l'on verrait ce qui resterait du décor.* » (LQR, la propagande au quotidien, éd. Raisons d'agir, 2006). Comme dans la fable grecque, nous assistons à la montée des eaux. Et l'on se dit qu'à force de manier ainsi la poudre des éléments de langage, on ne peut que déclencher la colère des éléments. ● **RAYMOND MACHEREL**



PARTI PRIS
RAZMIG KEUCHEYAN

La crise de la gauche européenne

La crise du capitalisme n'a pas profité à la gauche européenne, qui aujourd'hui se révèle fort mal en point. Une analyse de Razmig Keucheyan.

Ce texte est issu d'un débat avec Alvaro Garcia Linera, vice-président de l'Etat plurinational de Bolivie, qui s'est tenu le 8 avril 2014 au siège du Parti communiste français, à l'initiative d'Espaces Marx. Étienne Balibar, Michael Löwy et André Tosel participaient également au débat.

La gauche européenne est aujourd'hui en crise – il y a peu de doute sur ce fait. Il est frappant de constater que la plus grave crise du capitalisme depuis 1929 n'a pratiquement pas bénéficié à la gauche, ni électoralement ni du point de vue d'un renouveau des mouvements sociaux et syndicaux. Comme celle des années 1930, la crise actuelle semble plutôt favoriser jusqu'ici la montée des forces de la réaction, comme le Front national en France, dont il existe des équivalents dans les autres pays européens, et au-delà.

Un autre trait marquant de cette crise est qu'elle a poussé les héritiers de la social-démocratie historique, le Parti socialiste en France, vers le centre, et non vers la gauche. À tel point qu'il est devenu de plus en plus difficile de distinguer les politiques que ces partis mettent en œuvre des politiques de la droite. Si des solutions « néo-keynésiennes » ont été brièvement expérimentées au début de la crise, elles ont été éphémères. Contre toute attente, la crise n'a pas sonné le glas du néolibéralisme, qui se porte aujourd'hui mieux que jamais.

DÉ-DÉMOCRATISATION

Et pendant ce temps, la gauche de transformation sociale, la gauche dite « radicale » que nous représentons, ne parvient pas à peser de manière significative dans la conjoncture. Qu'elle soit politique, syndicale, sociale ou intellectuelle, elle rencontre les pires difficultés pour convaincre la population de ce qui, pour-

tant, est l'évidence même : que le capitalisme sème le chômage et la misère, qu'il génère du racisme et des conflits.

Quelles sont les raisons de cette difficulté de la gauche à se faire entendre dans le contexte de la crise ? Je livre deux hypothèses à la discussion, il y en aurait bien sûr d'autres. Première hypothèse. Dans *L'État et la révolution*, écrit en 1917, Lénine soutient que la démocratie est la meilleure forme ou la meilleure « enveloppe » politique possible pour le capitalisme. Une fois que le capitalisme y a pris racine, ce régime se révèle en effet le plus stable qui soit. Et effectivement, pendant une bonne partie du xx^e siècle, le capitalisme et la démocratie sont allés de pair. Au xix^e siècle, rares sont ceux qui croyaient cette alliance entre les deux, ce « capitalisme démocratique », possible. Lénine n'avait toutefois pas entrevu un point crucial, me semble-t-il. C'est que, pour que cette alliance du capitalisme et de la démocratie fonctionne, il faut que le capitalisme soit suffisamment dynamique sur le plan économique. La démocratie permet à la population de formuler des revendications en termes de santé, d'éducation, de retraite, d'infrastructures... Si le capitalisme ne produit pas assez de richesses, s'il stagne ou s'il est en crise comme aujourd'hui, il cesse d'être à même de satisfaire ces attentes. En cas de crise économique de longue durée, le capitalisme démocratique a alors deux solutions. La première est de s'endetter de plus en plus, afin de maintenir un niveau de dépenses publiques

permettant de contenter, au moins en partie, les attentes de la population. Le maintien d'un semblant de légitimité de l'État dépend, dans ces conditions, de son endettement croissant. Ou alors, seconde solution possible, l'État peut cesser peu à peu d'être démocratique, il peut se rendre sourd aux demandes de la population.

Ces deux solutions, c'est précisé-ment l'évolution des États européens à l'heure actuelle: endettement massif et dé-démocratisation. Il faut bien voir que ces deux phénomènes ont une même cause, à savoir l'incapacité des États, en contexte de stagnation ou de crise du capitalisme, à satisfaire le niveau de dépenses publiques auquel les populations ont été habituées depuis l'après-guerre. L'endettement massif, bien entendu, met les États à la merci des marchés financiers, qui fixent les conditions de l'emprunt, et donc les obligent à mettre en œuvre l'austérité, c'est-à-dire la destruction des systèmes de protection sociale. La dé-démocratisation, de son côté, suppose que les institutions démocratiques perdent de leur vitalité, ou encore que des institutions peu démocratiques montent en puissance. Je pense en particulier aux banques centrales « indépendantes », ou à des institutions isolées de toute pression démocratique, comme les cours constitutionnels ou les cours des comptes, dont l'importance n'a cessé de croître au cours des dernières décennies. Conclusion: nous sortons de l'alliance du capitalisme et de la démocratie

Aujourd'hui, la démocratie devient de plus en plus un problème pour le capitalisme.

qu'évoquait Lénine. Aujourd'hui, la démocratie devient de plus en plus un problème pour le capitalisme, car n'étant plus assez dynamique du point de vue économique, il est incapable d'assumer des niveaux de dépenses publiques dont il a fait bénéficier les populations dans un contexte de prospérité aujourd'hui révolu.

À L'ÉCART DES INSTITUTIONS

Quel effet cela produit-il sur la gauche ? La gauche a à la fois été à l'origine de la démocratisation du capitalisme, et elle a en même temps grandement bénéficié de cette démocratisation. Elle en a été à l'origine, car la conquête des droits démocratiques a historiquement été justement cela: une conquête, autrement dit le fruit de luttes menées par des générations de militants. L'idée selon laquelle le capitalisme est un système qui tendrait « naturellement » vers la démocratie est une vaste blague. Il a fallu contraindre les classes dominantes à accorder des droits démocratiques. Mais d'un autre côté, la gauche a aussi bénéficié de la démocratisation, qui lui a permis de

sortir de la clandestinité, et de faire de la politique au grand jour.

Le divorce en cours entre le capitalisme et la démocratie implique que l'espace public démocratique va probablement se rétrécir dans les années et décennies à venir. Nous n'allons bien sûr pas revenir aux conditions de la clandestinité qui étaient celles dans lesquelles Lénine faisait de la politique. Mais je parierais pour ma part sur une situation intermédiaire : pas la clandestinité, mais pas non plus les régimes démocratiques que nous avons connus depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Quoi qu'il en soit, la part extra-institutionnelle de la politique va devenir de plus en plus importante dans les années à venir. Si nous voulons peser sur le système, c'est donc depuis la rue qu'il faudra le faire, ou depuis des espaces de liberté à l'écart d'institutions de moins en moins démocratiques. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, de mener des batailles à l'intérieur de ces institutions. Mais pour les raisons indiquées, cela sera peut-être plus difficile qu'auparavant.

L'INTERNATIONALISME DU CAPITAL

S'il est une entité qui incarne le devenir-autoritaire des régimes politiques contemporains, c'est bien l'Union européenne. La seconde hypothèse que je voudrais vous soumettre pour expliquer la difficulté de la gauche à se faire entendre dans le contexte de la crise concerne précisément l'Europe. Elle

Si nous voulons peser sur le système, il faudra le faire depuis des espaces de liberté à l'écart des institutions.

concerne notre embarras collectif face à la question européenne.

Les années 1960 et 1970 ont été marquées, comme on le sait, par de puissants mouvements de solidarité internationale. L'imaginaire de la gauche actuelle s'est en grande partie formé dans ces luttes anti-impérialistes et internationalistes, qui se déroulaient en Amérique latine, en Asie, ou encore en Afrique. Ce que la gauche n'a pas vu à l'époque, et ce qu'elle a toujours du mal à admettre aujourd'hui, c'est que montait en puissance, à peu près à la même époque, un autre internationalisme : un internationalisme du capital, un internationalisme des classes dominantes.

Comme l'ont montré de nombreux marxistes, et d'ailleurs Marx lui-même, le capitalisme est un système mobile, qui est en mouvement permanent. Lorsque pour une raison ou une autre, les circonstances deviennent défavorables à l'accumulation du capital, il peut aller chercher des conditions plus propices ailleurs, ou à une autre échelle spatiale. Le capital peut aussi mettre en concurrence les espaces, en s'appuyant sur les

Pour réarmer un véritable internationalisme, un détour provisoire par l'échelon national est inévitable.

uns pour contraindre les autres à se plier à sa logique.

C'est précisément ce qui s'est passé lors de la crise des années 1970, au moment où les Trente glorieuses ont pris fin. En cherchant à échapper aux contraintes que lui avait imposé le mouvement ouvrier au cours des décennies précédentes en termes de partage de la valeur ajoutée, et dans un contexte de déclin du taux de profit, le capital s'est internationalisé, donnant lieu à ce qu'on a appelé, par la suite, la mondialisation néolibérale. C'est cette mondialisation néolibérale, cet internationalisme du capital, et non hélas l'internationalisme porté par les mouvements de solidarité internationale, qui s'est imposé depuis lors sur la scène mondiale.

S'ORGANISER À L'ÉCHELLE NATIONALE

L'Union européenne est une incarnation de cet internationalisme du capital. C'est un projet de classe, celui des classes dominantes, qui est structuré de part en part pour servir leurs intérêts. C'est un espace politique dont les classes populaires sont presque par définition exclues. De surcroît, depuis le début de la crise de 2008, les institutions européennes les moins démocratiques, au premier rang desquelles la Banque centrale, qui est hors d'atteinte de tout contrôle démocratique, n'ont cessé de se renforcer, au détriment des institutions qui font encore mine d'être démocratiques, comme le Parlement européen.

Penser que ce système pourrait être réformé de l'intérieur, que des marges de manœuvre existent, c'est à mon sens méconnaître l'histoire et la raison d'être de la construction européenne.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'opposer à l'internationalisme du capital un impossible « nationalisme de gauche ». Ce serait être bien peu marxiste et bien peu dialectique. Mais pour éviter tout internationalisme abstrait, et pour faire en sorte que la gauche puisse se faire enfin entendre dans le contexte de la crise, il s'agit d'identifier précisément les forces sociales et politiques avec lesquelles elle va intervenir dans la conjoncture.

Or qu'on le veuille ou non, ces forces sont aujourd'hui largement organisées à l'échelon national. On peut le déplorer, mais c'est ainsi. Pour parvenir à réarmer un véritable internationalisme, un détour provisoire par l'échelon national paraît par conséquent inévitable. Plus exactement, la définition d'un nouveau rapport ou d'une nouvelle dialectique entre le national et l'international, qui ne soit pas celle du capital, est nécessaire.

● RAZMIG KEUCHEYAN